



OFFENSIFS, Pour ne pas laisser faire

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 960

4 juillet 2013

prix : 0,70 €



De bonnes vacances

Mandela

Un des plus grand révolutionnaire de notre temps

Page 2

Municipales

Les communistes nantais débattent avec la population et les principaux acteurs de la vie municipale

Page 3

Service publics



Les communistes contre les fermetures d'agences CPAM dans leur département

Page 5

Archéologie

La nouvelle campagne de fouille de Ratatium (Rezé)

Page 6

Pour que vive la démocratie locale



Rejet de la fusion des communautés de communes du Vignoble nantais

Page 7

pour une rentrée offensive

Le Qatar est un petit pays de 1,8 million d'habitants, mais c'est un riche émirat gazier. On a vu avec surprise, François Hollande rendre hommage à son prédécesseur Nicolas Sarkozy. Dans la continuité côté cours, accompagné d'une quarantaine de chefs d'entreprises (Vinci, Dassault, Bouygues, Alstom...). Le chef de l'Etat a insisté sur la nécessaire réciprocité dans les échanges avec un émirat aux investissements « bienvenus », du Cac 40 en passant par le Printemps ou le PSG. En contrepartie, de grands travaux en vue de la coupe du monde qu'organiserait le Qatar en 2022 devraient voir le jour. Enfin, transition entre le business et la guerre, l'hypothétique vente d'avions Rafale du groupe Dassault, en concurrence avec l'Euro-fighter américain. Côté jardin Laurent Fabius œuvrait avec les amis de la Syrie (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Arabie saoudite...) à l'intensification de leur aide à la rébellion (les cousins du Mali !) pour inverser le rapport de force.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Aymeric SEASSAU



Les élections partielles se suivent et se ressemblent dangereusement. Le FN s'installe durablement, la droite gagne des députés et la gauche est souvent

éliminée des seconds tours, avant tout parce que les hommes et les femmes de gauche qui s'étaient mobilisés pour chasser Sarkozy boudent les urnes. Et pour cause. Où est le redressement productif quand on continue de laisser le patron voyou Mittal jouer à la roulette avec la sidérurgie européenne, mettant ici en difficulté le site de Basse-Indre en Loire-Atlantique sans pour autant créer une solution d'avenir pour Florange ?

Où est la gauche quant le gouvernement valide avec Veolia un plan de 700 suppressions de postes à la SNCF à échéance 2019 mettant en péril les missions de services publics opérés par la compagnie ? Pendant ce temps, il manque toujours 20 millions d'heures de travail à STX et toujours aucune assurance de commandes de cars ferries SNCF.

Les assises du 16 Juin d'une part, l'appel lancé par la CGT à l'ensemble des forces, y compris politiques, mobilisées en 2010 pour les retraites d'autre part, témoignent d'une évolution intéressante dans la confrontation d'orientation à gauche pour gagner un changement de cap gouvernemental. Nous y sommes plei-

L'an prochain, il y aura besoin de faire élire des majorités de gauche... appliquant des politiques de gauche avec en leur sein des élus communistes et du Front de Gauche

nement investis dans les mobilisations bien sûr, dans les débats que nous organisons, mais aussi dans les institutions où nos élus poursuivent leur incessant combat pour garantir les moyens nécessaires à la vie de leurs collectivités.

Ne nous y trompons pas, les communes peuvent être des points d'appuis pour construire des solidarités nouvelles face à la crise et à la chape de plomb austéritaire qui domine l'Europe.

Alors il y a besoin, dans chaque commune d'engager les débats nécessaires, en public, avec toutes les forces de gauche, pour faire émerger les projets les plus à même de répondre aux attentes en faisant reculer les logiques d'austérité. L'an prochain, il y aura besoin de faire élire des majorités de gauche... appliquant des politiques de gauche, avec en leur sein des élus communistes et du Front de Gauche plus nombreux pour les garantir. Contre l'austérité, sur les dossiers sociaux comme la bataille sur les retraites qui s'annonce, aux côtés des populations dans leurs communes, les communistes sont en campagne

«Madiba» est rentré à la maison !



« Peut-être était-il temps de le laisser partir ? C'est une grande perte pour tous, mais il était très âgé et il fallait accepter la réalité. » En Afrique du Sud, évoquer la mort de quelqu'un reste un tabou. Mais les hospitalisations de plus en plus fréquentes de Nelson Mandela – quatre fois au cours des six derniers mois – ont fini par susciter le souhait qu'il parte le plus paisiblement possible...

Agé de 94 ans, l'artisan de la réconciliation nationale a passé le témoin, sur ce « long chemin vers la liberté » (*) à laquelle il a consacré sa vie. Sapant les fondements même de l'apartheid par son programme en tant que premier président élu par l'ensemble de la population du pays (de 1994 à 1999) : « Du travail, la paix et la liberté pour tous ». Ce combat lui a valu 27 ans dans les geôles du régime raciste sud-africain. « Telle était ma mission : libérer à la fois l'opprimé et l'opresseur ».

Comment ne pas rapprocher ce dernier voyage de son tout premier. Il n'avait que neuf ans quand son père meurt à Qunu, village que l'enfant doit quitter pour l'école. Né le 18 juillet 1918 dans le district de ce qui était alors le Transkei (province du Cap Ouest), Mandela ne s'appelait pas encore Nelson. Ce prénom anglais et chrétien lui fut donné par l'institutrice pour complaire aux maîtres blancs en Union sud-africaine. Si l'apartheid ne sera institué qu'en 1948, cela fait longtemps que les blancs esclavagi-

sent les noirs et font régner la ségrégation.

De son vrai nom, son père le nomme Rolihlahla Madina (le nom de son clan) du peuple Xhosa. De souche royale, Rolihlahla, en xhosa, signifie « celui qui crée des problèmes » !

De fait dès 1941, à 23 ans il se fait remarquer lors d'une grève à l'Université de Fort Hare. Devenu avocat, il rejoint des membres du Congrès national africain (ANC) qui vont lui ouvrir de nouveaux horizons, ceux de la lutte politique. Il sait se nourrir de la pensée des autres, laisser mûrir son esprit pour mener un combat ouvert, le plus large possible.

En 1961 il part en formation « politico-militaire » en Chine, en Ethiopie et en Algérie auprès du FLN.

A peine rentré de son périple il est arrêté et lors du fameux procès de Rivonia en avril 1964 il est condamné à la perpétuité au bagne de Robben Island, une île-prison au large de la ville du Cap où il est contraint de casser des cailloux. C'est là qu'il contracte une tuberculose dont les séquelles l'ont suivi jusqu'à la fin de sa vie.

Devenu le prisonnier le plus célèbre du monde...il reçoit le Nobel de la paix en 1993. Il restera parmi les plus grands révolutionnaires de notre temps.

(*) Un long chemin tranquille. Autobiographie. Livre de poche 9 euros 20, ou édition Fayard.

De vous à moi

Les plantes vénéneuses s'arrachent avec les racines...

L'analyse météorologique du candidat PS dans l'élection partielle du Lot-et-Garonne pour qui, c'est la bonne météo qui explique son élimination dès le premier tour, avec une perte de 20% de ses voix sur 2012, est celle de l'autruche. La solution n'est pas d'avantage d'aller se coltiner dans un face à face où la violence peut dégénérer à chaque affrontement. Si c'est une nécessité politique de démasquer les liens des candidats FN avec l'histoire des fascismes ou la colonisation, la diabolisation ou la dénonciation morale ne suffisent pas pour barrer la route à l'extrême droite. Il faut prendre la mesure de la capacité du FN à récupérer les déçus de tous bords, y compris les suffrages d'une jeunesse déclassée, sans perspective et d'un électeur populaire ayant perdu nombre de ses repères. Le « carburant » de l'extrême droite c'est la crise de notre société capitaliste. C'est à la racine qu'il faut déconstruire son discours sans questions tabous.

En bref

Barroso roule pour l'impérialisme culturel américain.

Que les 27 membres de l'U.E aient suivi la France dans sa demande d'exclure des négociations avec les Etats-Unis, toutes les questions culturelles à profondément vexé le président de la commission. « Ceux qui se disent de gauche » et défendent l'exception culturelle sont en fait « des réactionnaires » qui s'ignorent. Nous savons un peu plus que les commissaires européens non élus sont au service des lois du marché et non des peuples d'Europe.

Le chômage de la jeunesse ?... la solution de « Dany le rouge »..

« Ce n'est pas un problème de voir les jeunes travailler sur tout le continent européen. Il faut que les français comprennent que leur horizon ne se limite plus à un espace qui irait de Brest à Strasbourg... Leur espace pour trouver un emploi s'étend de la Finlande à l'Italie du Sud. Je suis pour un Erasmus (un an à l'étranger-Ndlr) pour tout le monde... les étudiants, mais aussi les ouvriers, les maçons... ce brassage européen serait formidable. ». (réflexions d'un apatride sans parti dans le JDD du 23 juin).

Signes de ralentissement chez les émergents.

Il y a encore peu le Brésil et la Turquie galopèrent sur les traces de la Chine et de l'Inde. Mais en ce mois de juin des foules considérables manifestent contre les injustices, la corruption, l'inflation, des transports publics médiocres, un environnement sac-cagé. L'ensemble des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui tiraient l'économie mondiale au moment où la crise se développait dans les pays capitalistes dominants, connaissent un inquiétant ralentissement. Si chaque pays a ses problèmes qui le freinent, l'ensemble connaît une récession (ralentissement de leur croissance, cependant toujours positive). Une fragilité renforcée par leur dépendance aux sautes d'humeur des marchés.

Le « gentil » Obama nous menace



Porte parole des multinationales nord-américaines dans leur volonté de se doter d'un grand marché transatlantique pour résoudre leur crise (NLA n°958), le président américain n'a pas apprécié la position française au dernier G8. Il nous menace de « représailles massives, si l'exception culturelle » était étendue aux nouvelles technologies. Une liste de contre-mesures serait déjà établie... L'Onclé Sam a retiré son masque...

Des élus communistes dans les municipalités, une nécessité pour améliorer la vie de la population

Dans un **six pages édité à 10000 exemplaires**, les quatre élus communistes qui siègent depuis 2008 au conseil municipal de Nantes, reviennent sur les grands enjeux du mandat rappelant leur prise de positions sur des sujets aussi variés que le logement social, l'école, les transports publics, la solidarité internationale. Pendant toute la durée du mandat, malgré la crise et les multiples désengagements de l'Etat, ils n'ont cessé dans la majorité municipale de gauche, d'être les fervents défenseurs de politiques de solidarité et de progrès social, au service de l'intérêt général. C'est ainsi que l'intervention de Raymond Lannuzel, le président du groupe communiste a été déterminante pour **une gestion publique de l'eau à Nantes et dans son agglomération**.

Tout au long des six pages, on peut découvrir les apports et les points de vues de ces élus, un apport original, constructif, une voix qui compte dans une ville comme Nantes et qui a pu apporter du concret aux habitants.



En Loire-Atlantique

3

Trois soirées d'échanges et de débat

Avec l'ensemble des forces de gauche pour construire une nouvelle étape de la politique municipale

Les élections municipales du printemps 2014 seront un rendez-vous déterminant dans le rapport de force gauche-droite et extrême droite.

A Nantes dont la majorité est à gauche -une gauche rassemblée depuis 1977- s'engage une nouvelle étape de la politique municipale pour un nouveau cap à gauche.

Dans un contexte d'aggravation de la crise de la société capitaliste européenne, la gauche est à la croisée des chemins. Soit elle cède aux injonctions de la finance et de la commission Barroso, comme c'est le cas du gouvernement aujourd'hui, en poursuivant l'austérité; soit elle s'engage résolument pour répondre aux exigences sociales, démocratiques et écologiques du pays et donc des nantais.

A dix mois de l'élection municipale, les communistes et leurs élus ont fait le choix de porter ces enjeux dans le débat public et d'échanger avec la population et l'ensemble des forces de gauche au travers de trois réunions publiques.

Les partis politiques, syndicalistes et membres d'as-

sociations de la gauche ont répondu pour l'essentiel à l'appel de la section de Nantes, de rencontres en vue d'un échange authentique sur le bilan et les perspectives d'une nouvelle étape municipale possible, dans un rassemblement le plus large face à la droite.

Compte tenu de la représentativité et de la compétence des intervenants sur l'ensemble des thèmes abordés, les débats ont été de grande qualité, tentant de répondre aux demandes et interrogations des participants.

Une première étape a été franchie, mettant en priorité les premiers éléments des projets pour la prochaine mandature des 6 ans à venir (2014-2020).

Ces éléments confortent la justesse de l'orientation et encouragent la section de Nantes à poursuivre la démarche en l'améliorant. C'est à dire mobiliser d'avantage l'ensemble des femmes et des hommes engagés dans le mouvement social, et favoriser la participation la plus élargie de la population dans des lieux d'accueil adaptés.

Les Communistes nantais désignent leurs chefs de file.

Ne voulant pas que des élus du Front national entrent au conseil municipal à Nantes, à l'heure où des électeurs de gauche ne vont plus voter, où la gauche va de défaite en défaite, les communistes et leurs élus ont lancé un appel solennel à toutes les forces de gauche.

Il faut en finir avec les conclaves et le chacun dans son coin, et passer à la confrontation publique, pour construire avec la population le programme municipal qui répond aux attentes de la population.

Au terme de ce débat, les communistes nantais verront alors si un large rassemblement dès le 1^{er} tour est possible ou non. La première étape les mènera à l'automne, époque à laquelle commenceront les négociations.

C'est pourquoi pour animer ces différentes phases, après l'aval du comité local de la section de Nantes, les communistes nantais en AG ont donné mandat à Aymeric Seassau, conseiller régional et secrétaire de la fédération du PCF44 et Marie-Annick Benâtre, adjointe au maire de Nantes pour être leurs chefs de file jusqu'à l'automne.



7 Juin : salle du DRAC à Bellevue

La politique du logement à Nantes

Avec Marie Annick Benâtre (PCF - Adjointe au Maire de Nantes), David Martineau (PS - Adjoint au Maire de Nantes, conseiller communautaire), Gilbert Galliot, (EELV - Conseiller municipal de la Chapelle/Erdre, Vice-Président de Nantes Métropole), Bertrand Vrain (Les Alternatifs - Conseiller municipal et conseiller communautaire), Guy Bernard (CNL), Philippe Gallis (DAL) et des militants de la CSF



12 Juin : au Mon Soleil Café

La culture et le sport au rendez-vous

Avec Jean-Jacques Moreau (PCF - Conseiller municipal et communautaire), Marie Annick Benâtre (PCF - Adjointe au Maire de Nantes), Stéphane Junique (PS - Adjoint au Maire de Nantes, conseiller communautaire), Bruno Chevalier (Secrétaire Fédéral du MRC) et des intermittents du spectacle



24 Juin : au Flesselles

Quelle Nouvelle étape pour les transports publics à Nantes

Avec Raymond Lannuzel (PCF - Adjoint au Maire de Nantes, Vice-Président de Nantes Métropole), Pascal Bolo (PS - Adjoint au Maire de Nantes, Vice-Président de Nantes métropole), Jean François Retière (PS - Maire de Mauves/Loire, Vice-Président de Nantes Métropole), Bruno Chevalier (Secrétaire Fédéral du MRC), Bertrand Vrain (Les Alternatifs - Conseiller municipal et conseiller communautaire) et des syndicalistes de la SEMITAN

Tram-Train : Vers la mise en service commerciale



Le 24 juin dernier, Gilles Bontemps, Vice-président du conseil régional en charge des infrastructures, des transports et des déplacements - entouré de responsables de RFF et de la SNCF ainsi que de Jean François

Retière pour la Métropole et de Jean-Yves Ploteau pour le département - a annoncé la mise sous tension de la ligne Nantes-Châteaubriant.

Cette Mise sous tension, est une étape importante de la réouverture de la ligne, elle va permettre de démarrer les circulations d'essai durant l'été, avant la réouverture commerciale prévue pour le 28 février 2014.

Une mise sous tension présentée devant l'atelier de Doulon qui fin 2014 accueillera 24 rames de tram-train contre 9 aujourd'hui. L'atelier va tout naturellement connaître une extension afin recevoir les tram-trains de la nouvelle ligne. De 9 personnes

aujourd'hui, une vingtaine devrait y travailler d'ici à 2015.

Cette nouvelle ligne entre le nord du département et son centre représente pour le bassin de population impacté, un véritable plus en terme de service public, un véritable poumon pour le territoire.

Côté tarifs « *l'utilisateur du tram-train bénéficiera d'une tarification unique pour son trajet de bout en bout quel que soit le moyen de transport choisi. Il ne paiera que les réseaux qu'il a choisi d'emprunter et donc, que ce dont il a besoin* » assure Gilles Bontemps. Ainsi, le billet entre Nantes et Châteaubriant coûtera au maximum 9€90, Dans l'agglomération le voyage se fera dans les mêmes conditions que pour le réseau tan. Pour ceux disposant d'un abonnement travail le trajet domicile travail reviendra à un euros.

Une chose est certaine, les futurs usagers l'attendent de pied ferme, et sans doute, connaîtra-t-il le même succès que le tram-train Nantes-Clisson !

Le Tram-train jusqu'à Notre Dame des Landes

Le syndicat mixte aéroportuaire (présidé par Jacques Auxiette et qui regroupe 22 collectivités dont la région des Pays de la Loire, le CG44, Nantes Métropole, la Carène...) a décidé de lancer « sans délais » les études pour la réalisation d'une ligne Tram-train entre Nantes et Notre-Dame-des-Landes via la ligne Nantes/Châteaubriant à partir de la Chapelle-sur-Erdre.

D'ores et déjà, le syndicat mixte prévoit des départs toutes les demi-heures, le trajet quant à lui devrait durer 38 minutes.

Refonte sociale

Thierry Lepaon (CGT) pointe les ratés : «La conférence sociale ne va pas traiter des plus grandes préoccupations qu'ont les Français aujourd'hui, je parle des salaires et de l'emploi. Nous, ce que nous allons essayer de faire, c'est de remettre à l'ordre du jour ce partage des richesses. Nous avons demandé ce matin au président à ce que l'on puisse avoir un observatoire dans notre pays pour qu'on puisse mesurer quelle est la part des richesses créées qui va à l'investissement, celle qui va au salaire et celle qui va à la rémunération du capital. C'est une question absolument essentielle.»



... ou poursuite de l'austérité ?

A l'issue de la deuxième conférence sociale, le premier ministre multiplie les mesurètes, les « observatoires » et les « concertations ». Sur l'emploi, il promet « une réflexion commune entre l'Etat, les régions et les partenaires sociaux » au premier trimestre 2014 sur les « métiers d'avenir ».

Sur la formation professionnelle, il promet « une belle et ambitieuse réforme de la formation professionnelle et de l'alternance ».

Sur les salaires, il promet d'installer « un observatoire des rémunérations ».



20 et 21 juin 2013
Palais d'Iéna - Paris

OFFENSIFS, pour ne pas laisser faire ! 4

Conférence sociale : « aucune justice dans le démantèlement de la retraite à 60 ans »

Peu convaincante, brouillonne et poussive... l'ouverture de la deuxième conférence sociale par le Président de la République ne restera pas dans les annales. Sa longue allocution s'est résumée à un très malhabile service après-vente des politiques gouvernementales et une justification bancale de sa réforme des retraites.

Pour le Président, allonger la durée de cotisations est la mesure la plus « juste ». Rien de plus faux. Il n'y a aucune justice, aucune égalité, dans la poursuite du démantèlement du droit à la retraite à 60 ans, conquête historique de la gauche. Il y a une erreur stratégique de calendrier et de méthode. Le rapport Moreau ne peut être une base sérieuse de négociation pour assurer l'avenir de la retraite par répartition, tant il ne prend pas en compte une dimension pourtant indispensable : l'emploi. C'est là que le bât blesse, dans la faiblesse des propositions Hollande en matière d'emplois privés et publics, dans ce défaitisme face au chômage, et dans le refus idéologique d'augmenter les salaires et de mettre à contribution les revenus financiers.

Le Président fait le choix d'une réforme à la hussarde, en pleine trêve estivale. Nous ne laisserons pas faire. L'avis des principaux intéressés que sont les salariés et les retraités doit primer. D'ores et déjà le Parti communiste français appelle à la plus large mobilisation.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF

La gauche, c'est la retraite à 60 ans !

Le capitalisme n'est pas la solution, C'EST LE PROBLÈME

**UN BON EMPLOI,
UN BON SALAIRE,
UNE BONNE
RETRAITE !**

D'autres choix sont possibles **PCF**

Il y a peu, la France rendait hommage à Pierre Mauroy, ancien ministre de la retraite à 60 ans. La remise en

cause de cette avancée sociale historique par le gouvernement Fillon en 2010, avait été dénoncée alors par toute la gauche. **Ceux qui parlent aujourd'hui de travailler plus longtemps et de faire payer salariés et retraités ont la mémoire bien courte.**

Alors que François Hollande vient de se prononcer en faveur d'un allongement de la durée de cotisation, nous refusons toute nouvelle régression. Les préconisations du rapport Moreau remis au gouvernement de Jean Marc Ayrault vont en effet dans un sens contraire à celui de la justice sociale.

L'acte un de cette conférence : la réforme des retraites.

Une nouvelle « réforme des retraites » est en vue. Elle fera suite au énième rapport sur le sujet. Les arguments sont connus, éculés : « on vit plus longtemps, donc il faut cotiser plus longtemps ». Contrairement à ses promesses de campagne, François Hollande fait sienne cette vieille rengaine que la droite nous a servi à chaque « réforme », et notamment en 2010.

Les réformes précédentes se sont efforcées de réduire l'accessibilité à une retraite digne. Elles ont reculé l'âge de départ à la retraite, allongé la durée de cotisation pour le bénéficiaire d'une pension à taux plein et contribué à réduire le niveau des pensions distribuées.

Ces réformes ont été imposées au nom du « sauvetage de notre système de retraite solidaire ». **Force est de constater qu'elles ont échoué. Et cela doublement. Elles n'ont pas permis de résorber le déficit des régimes de sécurité sociale et le pouvoir d'achat des pensions de base a perdu 7,22% en 20 ans.**

4 juillet : point de départ de la concertation



En ouverture de la Conférence sociale, le chef de l'Etat a confirmé que l'allongement de la durée de cotisation, actuellement de 41,5 ans serait la mesure principale privilégiée par le gouvernement, par ailleurs appliquée à tous, agents du public (fonctionnaires et régimes spéciaux), comme aux salariés du privé.

La présidente du Medef Laurence Parisot a pour sa part répété qu'il ne suffisait pas d'allonger la durée de cotisation, si on ne reculait pas parallèlement l'âge légal de départ, fixé à 62 ans d'ici 2017 par la réforme Sarkozy de 2010 – à 63 ans d'ici 2020 et 65 ans d'ici 2040.

Au cours de la table ronde consacrée aux retraites, la future ex-patronne des patrons s'est déclarée « consternée » par les positions des syndicats.

Devant les journalistes, elle en a rajouté une couche en accusant les syndicats de « déni de la gravité » de la situation économique de la France.

Une affaire de jeunes !

Faire front commun contre les menaces nouvelles qui pèsent sur les retraites

Les organisations suivantes - UNEF, UNL, FIDL, Sud Etudiant, LMDE, CGT, FSU, UEC, Attac Campus, JOC, Génération Précaire, MJS, MJCF, Jeunes Verts, JRG, Réseau jeunes du PG, NPA, Gauche Unitaire Jeunes, Branche jeune d'AL – « appellent les jeunes à se saisir du débat sur les retraites, à participer aux initiatives de mobilisation. Le gouvernement ne peut aborder le débat sur les retraites sans l'avis des générations directement concernées par cet enjeu social majeur : les jeunes d'aujourd'hui !

Le système de retraites doit prendre en compte l'évolution de la société !

Nous réclamons des réformes qui garantissent nos droits sociaux, et nous souhaitons faire évoluer le système pour mieux prendre en compte l'évolution de la société et pérenniser le système par répartition. L'allongement de la durée des études et le recul de l'âge moyen d'entrée dans un emploi stable (27 ans) conduisent les jeunes à commencer à cotiser plus tard que par le passé. Nous exigeons : - la validation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite, afin d'offrir à chaque jeune la garantie de pouvoir étudier sans être inquiété par son avenir, même lointain ;

- la validation des périodes de stages, intégrée dans une véritable réglementation contraignante (rémunération à 50% du SMIC dès le premier mois, reconnaissance et encadrement dans la formation) ;

- la validation des périodes d'inactivité forcée, et la prise en compte la situation des jeunes en situation d'insertion professionnelle pour qui l'enchaînement de stages, de CDD, d'emplois à temps partiel, de périodes d'intérim ou de chômage conduisent à accumuler des droits à retraite très incomplets ;

En ignorant plus longtemps ces évolutions qui caractérisent notre génération, le gouvernement refuse de garantir aux jeunes qu'ils pourront à leur tour bénéficier d'une retraite solidaire à de haut niveau ! »



4 juillet : mobilisation immédiate

Des outils sont d'ores et déjà à notre disposition pour mener la campagne. Ils sont disponibles sur le site www.pcf.fr. Sur les enjeux et nos propositions, le numéro de Plein Temps revient sur la retraite solidaire. La revue du Projet : <http://projet.pcf.fr/41240>, consacre son dossier à cette question. Un argumentaire est mis à la disposition des militants et des citoyens pour nos points de rencontre, nos initiatives. Un diaporama est disponible pour introduire les rencontres publiques sur ce thème. Tout ces matériels sont à votre disposition au siège de la fédération.

L'exigence d'un vrai débat pour un choix de société aussi fondamental que le régime de retraite doit grandir. Il n'est pas possible que cela se limite à une session parlementaire extraordinaire. Il faut un débat public éclairé et contradictoire.



Navale en lutte

Lundi 1^{er} Juillet, se tenait la 7^{ème} réunion de la Commission Paritaire de Négociation. Les syndicats CGT et FO ont appelé tous les Ouvriers, les ATAM et les Cadres de STX et ses filiales à la grève, contre le projet d'accord «compétitivité». En effet, la Direction veut mettre en place le travail gratuit (20mn de plus par jour), la flexibilité (avec la modulation) et remettre en cause de nombreux droits et garanties (ITDR, mutuelle ...).



Priorité Jeunesse !

A l'heure où 23% des jeunes sont en situation de pauvreté, où près de 20% d'entre eux sont touchés par le chômage, où l'âge du premier CDI est autour de 27 ans, et que les inégalités entre jeunes se creusent, le gouvernement s'apprête à démanteler le seul établissement public spécialisé sur ces questions, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Signez la pétition : <http://www.change.org/fr/p/C3%A9titions/si-la-jeunesse-est-prioritaire-regardons-la-en-face-maintien-de-l-institut-national-de-la-jeunesse-et-de-l-C3%A9ducation-populaire#>

Le social au cœur

5

Arcelor : SORTEZ LE PLAN B !



Dans un tract commun, l'intersyndicale CGT, FO, CFDT d'Arcelor Basse-Indre (548 salariés) répertorie les incidents, liés à la mise en place du plan acté entre gouvernement et Mittal. Force est de constater que les prévisions ne

tenaient pas la route. La direction est dans l'incapacité de livrer Basse-Indre en quantité suffisante pour faire tourner correctement les lignes de production. La gestion des flux est loin d'être optimale et le retard se confirme. Plusieurs problèmes se présentent : de métallurgie pour Maléïs (30% de la production) sur le TAC de Florange, d'aspect et planéité du chrome, et problèmes de logistique à Florange.

Devant les retards engendrés, la suppression à Basse-Indre d'une équipe au Décapage et au 5 cages est reportée d'un mois. Pour l'intersyndicale, le constat est clair : Ce projet ne peut fonctionner en l'état actuel.

Depuis l'action du personnel en décembre dernier, et l'interpellation des forces politiques par la CGT interprofessionnelle, la lutte et le soutien aux salariés se manifestent sous diverses formes :

Appel de 50 élus locaux, pour la mise en place d'un projet alternatif sur le site Arcelor de Basse-Indre, la tenue de tables rondes pour revoir les orientations de la filière sidérurgie, Pétition lancée par la Cgt sur le bassin d'emploi, pour informer, mobiliser la population.

Bataille en appui sur l'étude Secafi pour un projet alternatif :

l'intersyndicale a rencontré il y a deux semaines JP FOUGERAT, député de la circonscription, et a obtenu une entrevue avec le Premier Ministre pour le 4 juillet.

Et le 27 juin, en séance du conseil régional, Aymeric SEASSAU s'est emparé du débat sur le budget supplémentaire, pour souligner qu'il n'y aura pas de redressement productif en laissant Mittal jouer à la roulette avec la sidérurgie européenne, mettant ici en difficulté le site de Basse-Indre, sans pour autant créer de solution d'avenir à Florange.

L'intersyndicale continue d'interpeller les responsables politiques pour défendre le site de Basse-Indre et conserver l'intégralité des outils. Dans ce cadre, elle prône un dimensionnement industriel de Basse-Indre allant du Décapage au cisailage qui permettra d'assurer une production pérenne en qualité et service. Elle met beaucoup d'espoirs sur un plan B en appui sur le cabinet Secafi qui doit remettre un rapport détaillé sur l'alternative proposée dans son premier rapport.



Maintenir les agences CPAM !

Le 27 mars 2013, le Conseil de la CPAM de Loire-Atlantique annonçait la fermeture de 22 agences locales pour septembre 2013. Sont concernées les communes de : Nort sur Erdre, La Chapelle sur Erdre, Ligné, St Marc la Jaille, Nozay, Vieilleville, Guérande, Pontchâteau, Légé, St Philbert de Grandlieu, Savenay, Le Loroux Bottereau, Ste Luce, St Sébastien sur Loire, Vertou, Les Sorinières, Bouguenais, Orvault, Nantes-Chantenay, Coueron, St Brévin.

Après des réductions d'amplitude d'ouverture de nombreuses agences, la direction estime aujourd'hui que les locaux sont mal identifiés, vétustes, et que la fréquentation est moindre par manque de visibilité des jours d'ouverture (fermeture pour vacances, pour causes exceptionnelles...) Elle estime à 20% les visites « utiles » des assuré-e-s... Sachant qu'actuellement, il y a 1 heure d'attente en accueil, contre 2 mois par courrier pour le traitement de dossiers, il y a sans doute une corrélation à établir. Mais au prétexte d'anticiper la hausse du nombre de dossiers CMU (Couverture Médicale Universelle complémentaire) et ACS (Aide Complémentaire Santé), la direction sacrifie l'accueil physique !

Depuis cette annonce, de nombreux élus locaux de diverses tendances ont protesté. Le 19 juin, 400 personnes ont manifesté leur réprobation devant le siège de la CPAM, où siégeait le Conseil, et ont déposé 4000 signatures d'usagers mécontents ! A Pontchâteau, à Vertou où les agences sont également menacées de fermeture militants et élus communistes et du Front de Gauche se sont mobilisés pour défendre leur agence et plus largement l'ensemble du réseau territorial d'agences CPAM.



Point d'indice : la glaciation

En matière de rémunération des fonctionnaires, le « mètre étalon » est le montant du point d'indice. Le constat syndical est unanime : sa valeur, bloquée depuis juillet 2010, et annoncée encore « gelée » en 2014 est une perte sèche de pouvoir d'achat pour tous les actifs et retraités. Entre le 1^{er} janvier 2000 et mars 2013, le point d'indice a perdu 12,9% par rapport à l'inflation. Même les évolutions d'échelons ou de carrière ne contrebalancent plus, ainsi, entre 1^{er} juillet 2010 et mars 2013 les fonctionnaires ont subi 4,9% de perte sur l'inflation. Si le gel continue jusqu'en 2014 compris, ce serait 2 à 3% de pertes supplémentaires. Envisager encore une baisse supplémentaire, en changeant le mode de calcul et en désindexant la revalorisation des pensions de l'inflation, ce serait s'enfoncer dans une politique d'austérité par une baisse continue du pouvoir d'achat, en particulier des fonctionnaires. Cette situation sans précédent a de graves répercussions sur les rémunérations et le pouvoir d'achat de tous les agents de la Fonction publique. Au-delà de ses effets désastreux pour les personnels, une telle politique salariale pénalise la nécessaire relance économique ce qui contribue de fait à la dégradation de l'emploi. Aussi, une fois n'est pas coutume, l'ensemble des fédérations réclament l'augmentation de la valeur du point d'indice dès 2013, l'arrêt des suppressions d'emplois qui obéissent à des règles purement comptables, et la création des emplois nécessaires aux besoins du service public. Signez la pétition : <http://site-syndicat.org/petition/index.php?petition=11>



En bref



700 licenciements boursiers !

Le groupe Michelin a confirmé sa volonté de supprimer 700 emplois dans son usine de pneumatique poids lourds à Joué-les-Tours, sur les 930 que compte le site. Michelin annonce également l'arrêt de la production, d'ici au premier semestre 2015, pour la regrouper sur le site de La Roche-sur-Yon. Les raisons fallacieuses invoquées, avec la baisse des ventes dans le secteur poids lourds, masquent bien mal une stratégie qui vise à satisfaire toujours plus les intérêts des actionnaires. Car la santé financière de Michelin est resplendissante. La multinationale auvergnate a réalisé, en 2012, un chiffre d'affaire de 21,5 milliards d'euros, en hausse de 25%, et un bénéfice net de 1,5 milliards d'euros (+ 7,4 %).

Lettre au Congrès des Etats-Unis

On savait depuis longtemps que les États-Unis écoutent les citoyens de la planète. Avec l'affaire Prism, on en a la preuve ! Interrogé sur le sujet, Obama déclare : « Si vous êtes un citoyen américain, la NSA ne peut pas écouter vos appels et intercepter vos emails, sauf dans le cas où cela découlerait d'une ordonnance individuelle émise par un tribunal » Et poursuit : « Mon travail est de protéger les Américains et leur style de vie, y compris leur vie privée ». Dommage pour tous les individus qui communiquent à travers la planète ! La LDH nous invite à signer cette adresse au Congrès américain <http://bestbits.net/fr/prism-congress/>

Fraudeurs blanchis, syndicalistes sanctionnés

Etrange coïncidence : Au moment de la conférence sociale, la loi sur « la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière » passait à l'Assemblée nationale, avec les règles de régularisation des exilés fiscaux. Ils seront prévenus, disposeront d'un délai de réflexion et n'encourront aucune sanction, devant simplement s'acquitter de leurs obligations. Un signe fort envoyé aux plus riches qui trichent. Par contre refus de la loi d'amnistie sociale. Et à la conférence sociale aucune table ronde consacrée aux droits nouveaux nécessaires pour les salariés !

La République populaire de Chine envoie une femme dans l'espace.

La plus longue mission spatiale chinoise habitée, la plus complexe, vient de se terminer. Ayant décollé de la base de Jiuquan dans le désert de Gobi, la fusée Longue Marche a placé la capsule Shenzhou X (*vaisseau divin*) sur orbite avant qu'il ne déploie ses panneaux solaires. Arrivé au module Tiangong (*Palais céleste*) les trois taïkonautes sont restés quinze jours autour de la terre. Dans l'équipage figure une femme Wang Yaping 33 ans, la deuxième femme envoyée par Pékin dans l'espace après Liu Yang en juin 2012. Cinquante ans auparavant, la soviétique Valentina Terechkova, première femme cosmonaute de l'Histoire, avait effectué son vol du 16 au 19 juin 1963. Absente de la Station spatiale internationale (ISS- Etats-Unis, Canada, Japon, Russie, et 10 pays européens dont la France), la Chine développe un ambitieux programme spatial visant à se doter d'ici à 2020, d'une station orbitale similaire. Après avoir envoyé son premier taïkonaute en 2003, elle a pour objectif final de poser un homme sur la Lune. Constatons que l'évènement est quasiment censuré par nos médias. Pendant ce temps là, dans le monde occidental, c'est la privatisation qui triomphe...



Culture, idées

6

Patrimoine

L'Association des bateaux du port de Nantes anime depuis de nombreuses années la restauration et la navigation des bateaux qui racontent l'histoire fluviale de notre ville.



La vedette le *Lechalas* (100 ans).

Elle fut le luxueux bureau mobile des ingénieurs, qui permettait aussi de faire visiter la ville aux personnalités de passage. Abandonnée pendant 15 ans, le bateau racheté de justesse est sauvé de la démolition. En 1950, il reçoit une motorisation diesel. Sa machine à vapeur d'origine est conservée et exposée à la maison des hommes et des techniques à Nantes. Classé monument historique en 1986, il est restauré entre 1990 et 1992.

Présent depuis quelques années dans de nombreuses manifestations nautiques, notamment aux « Rendez-vous de l'Erdre », il est actuellement en cale sèche au chantier naval de Bougenais.

Roquio le *Chantenay* (125 ans).

Pendant de nombreuses années, il a permis aux Nantais de passer de la rive nord à la rive sud de la Loire. Dernier roquio à naviguer du quai de La Fosse à Trentemoult, il fut désarmé en 1970. Cette année il fête ses 125 ans grâce à une méticuleuse restauration qui aura duré huit ans. Stationné quai de Versailles, d'où il navigue depuis quatre ans. Il a été inscrit monument historique.



Le remorqueur le *Goëland* (80 ans).

Construit en 1933 il inaugure le canal Saint-Félix l'année suivante. Les Ponts et Chaussées s'en sépareront dans les années 80. Après un temps dans une société de sabliers de Loire, le bateau à la coque noire et la cheminée jaune et rouge est abandonné. Racheté quinze ans plus tard, il est conservé dans le bassin Ceineray près de la préfecture. Démotorisé en 2005, les travaux d'aménagement intérieurs se poursuivent.

La nouvelle Campagne de fouilles de Ratiatum (Rezé).

Que va révéler cet été, le chantier d'archéologie du site historique de Saint-Lupien ?

L'équipe d'une cinquantaine de personnes, est composée d'une dizaine de professionnels (archéologues, enseignants, chercheurs) et d'une quarantaine d'étudiants. Pendant un mois et demi, jusqu'au 12 juillet, il vont gratter le sol à la truelle, parfois au pinceau, vider des dizaines de seaux de terre, collecter des vestiges, pour au final, tenter de faire émerger « le sens de l'histoire », vérifier les hypothèses de l'an passé. Au fil du temps ce site se révèle particulièrement riche et ne cesse de révéler chantier après chantier, un champ d'exploration de plus en plus vaste. Cette année, le programme est chargé.



Que va-t-on trouver au bout du quai gallo-romain découverte majeure faite il y a deux ans ?

« On sait que ce quai se poursuit, indique Ophélie de Péretti, archéologue municipale de la ville de Rezé, ne serait-ce parce que les bois d'œuvre ont été numérotés. Nous allons donc fouiller jusqu'au talus du collège Sainte-Anne, vers l'Ouest, sur environ 20 mètres, en aménageant un passage pour les piétons. » Comme le temps est compté et sous l'influence des conditions météo, l'équipe va travailler dans un premier temps à la pelle mécanique avec un godet lisse, avec prudence et délicatesse. Au-delà de ce caisson parfaitement conservé qui date de la fin du premier siècle de notre ère, quelle surprise attend les archéologues chevronnés ou en herbe ? « On n'en sait rien : un bassin qui servait pour réparer les bateaux, un autre aménagement de berges, une épave... ? » mystère.

Quid des thermes découverts l'été dernier ?

Jusqu' alors il n'était pas possible de dire avec précision la destination de ces thermes. Trop petits pour être des bains publics, mais trop grands pour être rattachés à une grande villa, avec un caractère privé. Alors quelle hypothèse ? L'utilisation dans une maison de service, auberge, maison de passe ? « La datation de la dernière utilisation de ces thermes nous donne fin I^{ve} voire début Ve siècle. Ce qui relie cet ouvrage à la première chapelle Saint-Lupien, et non pas à la période antique. Nous avons besoin de faire de nouvelles fouilles pour en savoir d'avantage, vraisemblablement en septembre ».

Les fondations du centre d'interprétation et d'animation du patrimoine.

C'est sur une partie du site déjà fouillé que vont débuter courant 2013 les premiers travaux du CIAP municipal. Afin de préserver au maximum cet espace, de nouvelles fouilles vont être faites pour déterminer où passeront les réseaux.

La Commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA) vient de valider pour trois ans, un nouveau programme de recherche. Une bonne nouvelle pour ce site municipalisé, qui un peu plus chaque année enrichit le bien commun du patrimoine local.

Pour visiter ?

Tous les jeudis à 17h30, visite du site des fouilles. Pour une visite guidée du site et de la chapelle Saint-Lupien... Renseignements au 02.40.84.43.60.

Des hommes de caractère

Le premier syndicat ouvrier était-il nantais ? X. Orain l'avait affirmé dans son Histoire du plus ancien syndicat ouvrier français publié en 1983. La question est controversée et sans doute y-a-t-il des candidats à la place ex-aequo.

J. C. Cozic retrace dans son ouvrage *Des hommes de caractère* le contexte de ce qu'il appelle "le printemps ouvrier nantais", en 1833. Le titre, superbe, joue sur la polysémie : il s'agit à la fois des caractères d'imprimerie et de la détermination de ces ouvriers qui ont montré la voie : "Celle de l'organisation des exploités pour la défense de leur dignité par et dans le travail".

Si V. Mangin écrivait en 1833 "Nantes est parfaitement tranquille", l'auteur dresse un tableau de l'état de misère dans lequel se trouvaient les ouvriers, les conséquences de l'épidémie de choléra de 1832, mais aussi le feu couvant à la suite de la révolte des canuts, l'activité des saint-simoniens et la déception créée par Louis-Philippe, le citoyen qui avait suscité de l'espoir.

Les mots de prolétaire, communisme, socialisme se répandent. A. Démazy organise un "banquet communiste". E. Cabet, qui rassemble 500 sympathisants, appelle à créer en Amérique une colonie communiste. Des clubs ouvriers se forment.

En même temps, la liberté de la presse et la liberté d'association sont à l'ordre du jour. Les typographes s'attellent à la création d'une société de bienfaisance. Le maire F. Favre est circonspect, le préfet Duval ne voit pas la chose d'un bon œil et Thiers craint que la "bienfaisance" se transforme en "résistance". Contrairement à ce que pensait Thiers les ouvriers ne sont pas "incompétents". Comprenez que si leur société n'est pas autorisée, elle n'est pas pour autant interdite, ils en déposent les statuts en septembre 1833, auxquels ils ajoutent un article le mois suivant relatif à la "mise-bas", c'est-à-dire à la grève.

Bref, ça ne peut plus durer. Alfred de Musset écrit : "Tout ce qui était n'est plus, tout ce qui sera n'est pas encore". Et en février 1848,

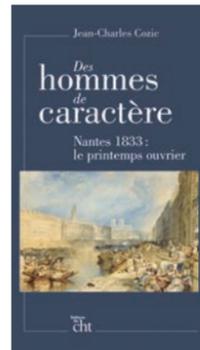
Louis-Philippe, le roi "normal" (sic) est contraint d'abdiquer.

Le livre fourmille d'anecdotes et aborde bien d'autres aspects : l'enseignement (loi Guizot), la religion, les tensions entre laïques et catholiques (V. Mangin s'insurge contre les désagrégements de la fête Dieu : "et si nous avions une mosquée ?"), la peine de mort est déjà en débat et E. Mercoeur salue "l'avant-garde de l'armée des femmes qui commence le combat..."

D'un style impeccable, qui emprunte à la langue de l'époque, l'ouvrage est agréable à lire. Un glossaire définit les termes techniques des métiers de l'imprimerie.

Loïc LE GAC

Jean-Charles Cozic *Des hommes de caractère* Editions du CHT 19 €



La ministre de l'égalité des territoires et du logement a présenté son projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) le 26 juin dernier. Le texte compte **84** articles et doit être examiné au Parlement dès le mois de septembre. Côté mesure, la ministre propose plusieurs axes dont Premièrement, le souhait de réguler le marché du logement et de l'immobilier. Pour ce faire, un encadrement législatif des loyers serait créé. Le deuxième axe de la réforme porte sur « la protection des locataires et des propriétaires contre la crise ». Une garantie universelle des loyers pourrait notamment être instaurée.

Le projet de transfert du Plan local d'urbanisme (PLU) à l'intercommunalité suscite de vives inquiétudes chez les maires de petites villes, qui considèrent l'urbanisme comme le coeur de l'action communale. 63 % des maires de petites villes sondés par l'APVF sont défavorables à un transfert automatique de la compétence. C'est pourquoi l'APVF invite la ministre à ne pas passer en force. Plus d'infos sur elunet.org

Au cœur des collectivités

7

Pour que vive la démocratie locale - Rejet de la fusion des communautés de communes du Vignoble nantais

Le 27 juin 2013, les élus du vignoble nantais ont eu à se prononcer sur le projet de fusion des intercommunalités du vignoble. Le Collectif citoyen « Pour une Intercommunalité Librement Choisie dans le Vignoble Nantais » rassemblement composé de citoyen(ne)s, d'associations citoyennes, de la CGT, de la section Loire et Sèvre du PCF et des autres organisations du Front de gauche de la 10ème circonscription avait depuis des mois tiré le signal d'alarme sur les conséquences de cette fusion sur la démocratie locale, l'avenir des services publics et de leurs agents. Plusieurs Maires et élus locaux avaient aussi dénoncé le projet et la méthode du passage en force, cela à moins d'un an des élections municipales. Ce projet de regroupement des 4 communautés de communes du Vignoble (Vallée de Clisson, Vallet, Loire-Divatte et Sèvre, Maine et Goulaine) s'inscrivait dans la continuité de la réforme territoriale mis en place par le précédent gouvernement. Didier Cochelin président de l'association «convergences 212 » membre du collectif précisait ainsi lors d'un entretien « la volonté des promoteurs de cette fusion d'avancer le plus rapidement possible, omettant ainsi le débat citoyen nécessaire à cette modification profonde de l'organisation du territoire ».



Le projet de fusion des 28 communes du vignoble devait comprendre 4 niveaux de décisions (super structure de 53 élus avec des compétences élargies et pouvoirs de décision, polarités et communes), reléguant la commune au dernier niveau. Le collectif s'est mobilisé pour alerter les populations et les élus sur les dangers du projet. Les acteurs du collectif, dans lequel le Parti communiste français a joué un rôle impor-

tant, ont toujours souligné le besoin d'intercommunalité comme outil de coopération, qui permette de réaliser des projets répondant aux besoins locaux et dotés de moyens financiers suffisant pour réaliser à bien ces projets. De nombreuses interrogations et craintes avaient aussi été soulevées par les personnels territoriaux, sur leur rémunération, acquis, statuts et conditions de travail. Sarah Lecomte Secrétaire adjointe du syndicat CGT des petites collectivités rappelait ainsi la « logique de mutualisation, autrement dit de réduction des dépenses dans la droite ligne de l'acte III de la décentralisation qui prévalait à propos du projet de fusion ». « D'autre part aucune garantie n'était apportée du côté de l'emploi, avec des menaces pesants sur plus de 50 postes contractuels si le projet était arrivé à son terme ». C'est grâce à la multiplication des actions de sensibilisation de la population et de ses élus que les conseils municipaux du Vignoble nantais ont eu un vote salubre jeudi dernier.

Les quatre communautés de communes ne fusionneront pas. En effet, pour que le mariage soit adopté, il fallait l'accord de 50% des conseils municipaux et des deux tiers de la population. Quatorze ont voté la fusion remplissant de fait la première des conditions mais elles ne représentaient que 55% de la population soit moins des deux tiers nécessaires.

Les tenants de la fusion espéraient voir ce territoire de 100 000 habitants englobé dans une super intercommunalité, les partisans l'intercommunalité « librement choisie » ont réussi à mettre cette tentative en échec.

Programme Local de l'Habitat Nantes Métropole

Le dernier conseil communautaire de Nantes métropole a été l'occasion de faire le bilan du PLH dans un contexte de crise qui précarise toujours plus d'habitants de l'agglomération. Celle-ci dispose « d' » un marché très actif qui permet d'atteindre de nouveaux les objectifs du PLH : 7 400 logements mis en chantier depuis 2010 » souligne M. Lucas. Cependant il note dans son intervention un ralentissement de 17% des mises en chantier en 2012 par rapport à 2011 et une demande locative sociale augmentant de façon plus rapide que la période antérieure. **Pour répondre aux besoins exprimés, c'est toute la communauté qui doit faire l'effort des 25% de logement locatif sociaux ont argumenté les communistes. Par ailleurs, le groupe a voulu rappeler certains besoins spécifiques de logements : résidences étudiantes, foyers de jeunes travailleurs.**



D'autre part ce bilan s'est fait dans un cadre législatif évolutif avec notamment la Loi Duflot. Aussi pour les élus communistes des perspectives nouvelles en terme de politique de l'habitat doivent s'ouvrir enfin. L'urgence reste selon eux à la réalisation de 25% logements sociaux dans chacune des communes. « Les écarts quantitatifs sur Nantes métropole malgré les aides et les priorités que nous nous donnons restent une réalité » précisent ils. Le déséquilibre existe bien au niveau du logement social et très social sur l'ensemble du territoire de Nantes Métropole.

Enfin, ils ont conclu en proposant la modulation de la dotation de solidarité pour les communes ne respectant pas les taux minimums de logements sociaux.

L'austérité ne passera pas ! Région Pays de la Loire

Lors de la dernière session du conseil régional examinant le budget et compte administratif A. Seassau a eu l'occasion de revenir sur la politique régionale et la situation politique et sociale nationale. Dans un contexte de plus en plus contraint le budget, dans son exécution, a réalisé les promesses affichées avec 484 M€ d'investissement, soit 16 % de plus qu'en 2011, et un taux de réalisation record de 90,2 % (84,1 % en 2011) et 3,3 années de ratio de désendettement, chiffre plus que raisonnable. **Le Budget Supplémentaire 2013 quant à lui « marque la poursuite de la volonté régionale de ne pas rester spectatrice de la crise, mais d'être utile aux Ligériens »**

Nous approuvons le choix d'affecter l'excédent dégagé, prioritairement à l'investissement, au lieu de ne le consacrer qu'aux banques en remboursement de la dette comme le prône la Droite ! » rappelait l'élu. Pour le conseiller régional « Du gouvernement français à la commission européenne, en passant par la droite et patronat, un seul dogme est martelé, et relayé abondamment par les grands medias : réduire la dette et la dépense publique. » **A été souligné les dépenses de l'Etat qui seraient en diminution de 1,5 milliard d'euros en 2014, désengagement jugé inacceptable. « Si nous voulons, en pays de la Loire continuer d'emprunter la voie de gauche, il faut sortir le gouvernement de l'impasse dans laquelle il s'est enfermé sous la pression du Medef et de la commission européenne. Des forces syndicales et politiques sont prêtes à se mobiliser pour réussir le changement. Restons toutes et tous à leur écoute. Les communistes sont à leurs côtés »** déclara t-il devant l'assemblée.



Près de vous

Conseil Général

Lors de la session du conseil général des 24 et 25 juin 2013, Roger David, élu communiste est revenu sur la situation politique générale.

« Chaque jour qui passe voit la liste des demandeurs d'emplois s'allonger sans aucune perspective sérieuse d'une inversion de tendance. Cette situation résultant de la crise du système libéral complètement débridé entraîne des pertes de pouvoir d'achat, qui entraîne une baisse de la consommation intérieure et de nouveau une détérioration de l'emploi. **Une grande partie de la gauche progressiste a tenu le 16 juin des assises pour le changement de cap en France et en Europe. Il y avait là, plus de 2000 militants, allant de représentants du NPA jusqu'à des membres de la gauche du Parti Socialiste, des militants des Verts, toutes les composantes du Front de Gauche, mais aussi des représentants du mouvement social, syndicalistes, des associations non habituées à s'afficher publiquement, des journalistes de Médiapart bien décidés à poursuivre leur travail d'investigation et de recherche de solutions pour sortir rapidement de la crise. Ces militants et grands témoins dans leur diversité, se sont écoutés, ils ont débattu, mis en avant des pistes pour sortir de l'austérité et proposer une véritable politique de progrès. Cette journée n'a rien conclu, mais elle à permis d'ouvrir une nouvelle voie à gauche.**»

Conseil régional jeunes

A l'occasion de la présentation des préconisations du conseil régional jeunes à leurs aînés lors de la dernière session budgétaire Véronique Mahé a pu s'exprimer. « Nous soulignons également la nécessité que tous ceux qu'on nomme « décideurs » se préoccupent de justice et d'équité envers les Jeunes. Cela signifie que les entreprises doivent rompre avec la vision du jeune corvéable et sans droit. Il faut que cesse cette vision du CDI impossible pour les jeunes, qui seraient condamnés au CDD, bien souvent à temps incomplet pour leur entrée dans la vie active.

Il faut également élaborer et mettre en place un statut de l'apprenti, de l'alternant et du stagiaire pour mettre fin aux abus et garantir une rémunération à 100% de l'emploi occupé. En effet, trop souvent, la formation y est délivrée en contrepartie de l'exploitation et de libertés prises avec le code du travail. Soulignons qu'en alternance, les entreprises arrêtent le contrat dans 50% des cas avant la fin de la formation. Nous le savons vous, les jeunes, n'attendez pas que l'on réfléchisse à votre place, bien au contraire. Vous participez pleinement à la vie publique et lorsque vous êtes associés, comme c'est le cas avec le CRJ, aux processus de décisions. Vos réflexions sont une excellente démonstration de votre intérêt pour la participation démocratique.»

Ouvrons-là

L'été sera chaud ...

Par Robin SALECROIX



Cet été a pour nom chômage de masse, contrats saisonniers payés au lance-pierre, stages mal rémunérés, discriminations ... les chiffres ne choquent même plus malgré l'ampleur de la catastrophe : un jeune sur cinq sous le seuil de pauvreté, 25,7% de chômage soit 780 000 demandeurs d'emplois, près de 180 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans formation ni qualification. Dans ce contexte, les premières annonces de la nouvelle conférence sociale n'augurent aucun changement de cap vis-à-vis de la politique libérale menée depuis trop longtemps.

Ressort l'idée d'une nouvelle réforme des retraites qui devrait allonger la durée de cotisation et qui saperait toujours plus notre système solidaire par répartition dans la lignée des régressions précédentes. **Pendant ce temps là, le recul de la puissance publique au profit du marché est acté chaque jour un peu plus. Les mauvais coups pleuvent qu'ils viennent de la commission européenne ou du gouvernement. La même politique d'austérité, de précarité généralisée et de casse des conquêtes sociales et démocratiques est déployée partout en Europe.** L'heure est donc plus que jamais à la mobilisation et à l'organisation de la jeunesse. **Face à l'offensive des puissances de l'argent, les jeunes communistes de Loire-Atlantique vont œuvrer tout l'été à sensibiliser la jeunesse sur les thématiques qui lui sont chers et d'actualité telles les droits des saisonniers, la Palestine, les retraites ou encore sur nos propositions alternatives sur le travail et la formation. Nous adapterons également notre activité aux événements majeurs qui ponctueront la période, avec d'ores et déjà de programmer l'organisation de nos premiers débats de Congrès avec l'ensemble de nos adhérents et militants ainsi qu'un week-end militant sur le littoral à l'occasion du festival « Les Escales » à St Nazaire ou encore la participation au camp d'été du mouvement au niveau national et enfin l'envoi de plusieurs camarades à des stages de formation. C'est donc avec ardeur et détermination que les jeunes communistes du département prolongeront leur combat au plus près des lieux de vie, de travail et de loisirs de notre génération durant toute la période estivale ! Les capitalistes, en France et dans notre département n'auront pas de vacances !**

L'activité

Rencontre avec la révolution bolivarienne

La section de Saint-Nazaire a organisé une soirée d'éducation populaire le samedi 15 juin sur l'actualité en l'Amérique Latine et au Venezuela en invitant Adriana RAUSSEO, jeune représentante de l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela à Paris. Avant de repartir pour accueillir la délégation accompagnant la visite du nouveau Président Nicolas MADURO à Paris dès le lendemain, elle a pris le temps de répondre à quelques questions des Nouvelles de Loire Atlantique.



NLA : Quelles sont les conditions de l'émergence de la révolution bolivarienne ?

Adriana RAUSSEO : Hugo CHAVEZ qui a marqué à jamais le Venezuela n'est pas arrivé par hasard. La situation politique économique et sociale du Venezuela et de l'Amérique Latine des années 1980 était la même à celle de la Grèce aujourd'hui : paupérisation de la population, endettement auprès du FMI. Face aux mesures d'austérité, le peuple est sorti massivement dans les rues en 1989. La réponse du gouvernement a été d'envoyer les forces armées pour réprimer le peuple. Hugo CHAVEZ décide, trois ans plus tard, de lancer une rébellion et fait un coup d'état contre le président Carlos Andres PEREZ. Il échoue et est emprisonné. Les années qui ont suivi la tentative de coup d'Etat ont signé la fin du bipartisme. A sa sortie de prison CHAVEZ fonde le parti Mouvement Cinquième République avec lequel il a obtenu 56% des voix lors des élections en 1998.

NLA : quelles sont les principales avancées sociales, économiques, démocratiques de la révolution bolivarienne ?

Adriana RAUSSEO : La première mesure prise par CHAVEZ est la réunion d'une constituante pour rédiger une nouvelle constitution pour une 5e République. La restructuration et la nationalisation du secteur pétrolier est engagée. En 2002, les objectifs de l'étape 2 de la Révolution bolivarienne « pour le socialisme du 21e siècle » sont la lutte contre la pauvreté (gratuité des soins, alphabétisation, éducation (6% du PIB), construction massive de logements) et la démocratie participative (conseil communal, droit syndical, loi contre les violences faites aux femmes (loi unique au monde). Les vénézuéliens se réapproprient la politique.

NLA : à quels défis, aujourd'hui est confronté le Venezuela ?

Adriana RAUSSEO : Notre économie est en très grande partie basée sur la rente pétrolière. Cela nous permet de financer l'éducation la santé, le logement dans le but d'une meilleure distribution des richesses. Actuellement, le gouvernement a mis en place un certain nombre de politiques pour développer l'appareil productif et réduire les importations afin de faire face aux pénuries de certains produits. La délinquance et l'insécurité sont des grands défis actuels pour le Venezuela. Tous les jours, on construit les avancées du socialisme du 21e siècle.



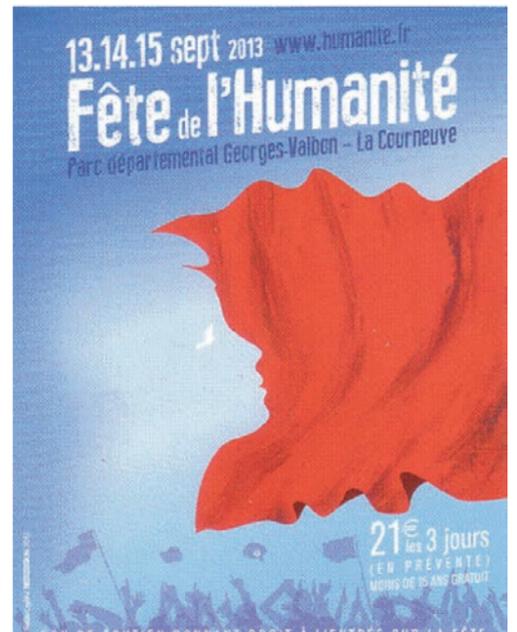
Université d'été du PCF

La fin de la période estivale annonce la rentrée. Pour s'y préparer le PCF organise ses universités d'été. Moment d'éducation populaire, de formation, d'échange et de rencontres, les universités d'été sont ouvertes aux militant(e)s qui le souhaitent. Pour s'inscrire ou obtenir des

informations :
02 40 35 03 00 ou pcf44@wanadoo.fr

Vite lu...

Fête de l'huma



Vous pouvez commander la vignette en bon de soutien ou en entrée sur la fête. Son prix est de 21 euros. Elle donne accès au 3 jours de la fête. Pour la commander : 02 40 35 03 00

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Du 3 au 7 juillet : Université d'été du Parti de la gauche européenne à Porto.

30, 31 août, 1er septembre : Université d'été du PCF aux Karellis.

